

FERRÉOL Gilles (sous la direction de), *Rapport à autrui et personne citoyenne*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002, 312 p. ISBN 2-85939-712-4

Pour des raisons essentiellement historiques, si l'on se réfère à la Révolution de 1789 et au développement de l'intégration républicaine, la question de la citoyenneté peut être catégorisée comme une préoccupation typiquement française. Elle constituera, le cas échéant, une dénomination pour classer, sous une tête de chapitre aisément repérable, les problématiques ayant trait aux relations entre l'individu et une entité supra-ordonnée, telle que l'Union européenne. L'engagement dans la res publica demeure aussi une obsession des leaders politiques et organisationnels. Ces derniers tentent, par divers moyens de mobilisation des masses, d'en renouveler le sens et les formes. L'ouvrage, édité sous la direction de Gilles Ferréol, offre au lecteur des grilles de lectures sociologiques et pluridisciplinaires (philosophiques, économiques, juridiques, sociopolitiques) et des données de travaux pour se pencher plus activement sur cette thématique et en favoriser ainsi la refondation. Le terme " personne ", dans le titre du livre, ne doit pas faire penser à une stricte référence personnaliste mais plutôt à l'idée de " prise en main " des recherches en sciences sociales par un homme-citoyen impliqué, intellectuellement tout autant qu'émotionnellement, dans des interactions avec des acteurs plus ou moins antagonistes, mais avant tout partenaires.

La première partie du livre est consacrée à un Éclairage socio-économique. Didier Danet ouvre la réflexion en exposant, par une synthèse dense, certains facteurs, principalement d'ordre juridiques, qui incitent les entreprises françaises à assumer des objectifs débordant de la finalité strictement financière, prônée par les tenants américains de la corporate gouvernance. Hors du droit, point de salut citoyen ? Cette question est, en effet, très en phase avec l'émergence de recherches sur les organisations et leurs procédures sociales ou environnementales de management. Une remise en cause des principes du droit du travail est d'ailleurs toujours possible en Europe et en France, par exemple, au nom d'une vision libérale et contractualiste des relations en entreprise. Daniel Gouadain se livre, dans le texte qui suit, à une approche historique et économique de la fiscalité, en s'appuyant sur des matériaux d'ordre statistique et comparatif afin de faire ressortir les enjeux des débats actuels sur les anciennes et nouvelles formes de contribution au budget de l'État. Sont notamment approfondies la nature et l'influence de la mondialisation et de l'Union européenne sur les prélèvements obligatoires et les charges sociales. Complétant cette approche sur les devoirs du citoyen, Gilles Ferréol tente de décrire les grandes lignes de l'appréhension du revenu minimal garanti. Il passe en revue les grandes options (allocation universelle, impôt négatif, voie complétive...) envisageables pour l'organisation de l'aide aux démunis. Deux logiques entrent en concurrence : la première, qualifiée de " substitutive ", a pour but de réduire les complexités bureaucratiques associées à l'aide aux pauvres et d'instaurer un revenu universel dans une optique utopique et libertaire ou dans le but d'affirmer une vision libérale et " consummatiste " de la société ; la seconde, plus pragmatique, appelée " complétive " tente de faire

cadrer les expériences existantes et leur complémentarité avec l'exigence d'efficacité de l'insertion tant sur le plan de sa gestion qu'au niveau des objectifs d'autoresponsabilisation des assistés. L'auteur compare ainsi les postulats économiques, sociaux et philosophiques des différentes politiques dans ce domaine. Claude Chancel s'appuie, pour sa part, sur l'observation du Japon pour montrer comment une forme socioculturelle apparemment immuable, structurée, fortement autocratique, régulée par des traditions millénaires et par un pouvoir masculin, évolue progressivement vers une hybridation favorisant une ouverture mentale ainsi qu'une forte vitalité socio-économique, malgré l'apparition de problèmes récents (corruption, bulles spéculatives, rigidité du système éducatif).

Dans la seconde section, intitulée " Regards philosophiques ", Michel Richard interroge l'avènement d'une " citoyenneté en miettes " tiraillée entre l'affirmation des droits et l'évitement des devoirs, la multiplicité des rôles et l'amenuisement des engagements. Il propose une lecture de ces lignes de fuite qui convergent parfois vers le portrait d'une publica personae kaléidoscopique d'où disparaît l'exigence de dépassement et d'éthique. Dans le second article, Jean-François Rey apporte sa contribution sur le statut de l'altérité dans les Droits de l'Homme et son statut moteur dans l'acte public de citoyenneté. L'incidence de la recherche d'une reconnaissance de soi et d'autrui sur la construction de socialisation politique est considérée comme primordiale. Gil Delannoi, spécialiste de la question nationale, tente de décrire les effets contradictoires de l'idéal cosmopolite. Le triomphe du plus petit commun dénominateur à travers la seule logique de l'échange culturel marchand engendre, comme chacun le constate, une montée croissante des fanatismes localistes. Alain Policar met en comparaison les bases du libéralisme et celles du communautarisme et rappelle que l'idéal particulariste porte en germe une trahison de l'esprit commun. L'identification citoyenne se situe alors au-delà des identités figées dans un visionnement spéculaire du soi. Elle réside dans une logique de l'agir et de la communauté de destin résolument historique.

Dans la troisième partie, consacrée aux Études de cas, quatre auteurs ponctuent l'ouvrage par leurs textes plus centrés sur des thèmes transversaux. Marie-Antoinette Hily et Christian Renaudo s'attachent à développer l'analyse de l'influence des territoires et des contextes de vie sur les modes d'intégration des populations immigrées. Philippe Guillot passe à la loupe les structures de socialisation à l'île de la Réunion où les spécificités culturelles, l'existence d'un mode de vie métissé et tolérant, ne constituent pas un obstacle à l'idée d'appartenance républicaine mais, au contraire, un possible modèle pour l'ensemble des régions françaises. Étienne Leclercq, dans son texte, Marche blanche et civisme, invite au décryptage des prises de conscience citoyennes des groupements et des manifestations ayant émergé pour donner suite à la tristement célèbre Affaire Dutroux en Belgique. En fin d'ouvrage, Bernard Jolibert, se penche sur les liens entre politesse, éducation au savoir-vivre et socialisation afin de prendre la pleine mesure de l'importance d'un certain nombre de rituels d'interaction, comme préconditions pour la réapparition d'un dialogue public entre membres de la Cité.

La livraison de ce beau volume a lieu au moment où des élections importantes se déroulent en France. Elle reste cependant en relation avec des interrogations qui devraient être élucidées indépendamment des urgences et des nécessités électoralistes. Puisse ce genre de publication contribuer à faire vivre cette idée si neuve et si ancienne – et les pratiques sociales correspondantes – qu'est la démocratie dans la République.

*Jean-Marie SECA*